

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1263
24 juin 1965

FRANCAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-TROISIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 24 juin 1965, à 15 heures.

Président :

M. NAUDY

(France)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique : rapport du Comité de rédaction /point 4 a) de l'ordre du jour/ (suite)
- Organisation des travaux

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1263. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

65-15652

(43 p.)

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :
RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1096, L.1097/Rev.1) (suite)

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant reprendre le vote sur le rapport du Comité de rédaction sur le Territoire des Iles du Pacifique, qui est contenu dans le document T/L.1096.

Je me propose de suivre la procédure adoptée hier, c'est-à-dire qu'avant de voter sur chaque paragraphe du rapport, les délégations pourront présenter des remarques ou des explications spécifiques concernant le paragraphe en question ou les amendements. J'aimerais que ces remarques soient brèves et que les orateurs ne se laissent pas trop aller à revenir sur des questions d'ordre général qui ont été longuement traitées au cours de nos débats sur le Territoire des Iles du Pacifique.

Nous en étions au paragraphe 14, je le répète, du document T/L.1096. Y a-t-il des observations?

En l'absence d'observations, je mets aux voix le paragraphe 14.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la recommandation figurant au paragraphe 14 est adoptée.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 15.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais parler de l'amendement soviétique figurant au paragraphe 5 du document T/L.1097/Rev.1, et indiquer la position de ma délégation en la matière de la façon suivante.

Tout d'abord, nous avons noté que les crédits de la défense consacrés au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis sont totalement distincts des crédits consacrés à l'administration et au développement du Territoire. Ils sont prélevés sur des recettes entièrement différentes du budget du Territoire et représentent des chapitres séparés du budget des Etats-Unis eux-mêmes.

M. McCarthy (Australie)

De plus, l'Assemblée générale a reconnu la signification stratégique spéciale de ce Territoire et cette reconnaissance a été exprimée ici au sein des Nations Unies par le truchement d'un mécanisme particulier. Qui plus est, l'ensemble de ce paragraphe nous paraît tout à fait contraire aux données fournies à ce Conseil à propos des crédits de plus en plus importants que les Etats-Unis mettent à la disposition du Territoire sous tutelle pour promouvoir le bien-être de sa population.

Le PRESIDENT : Nous allons voter maintenant sur l'amendement soviétique qui tend à remplacer le paragraphe 15 actuel par une rédaction nouvelle qui est contenue dans le document T/L.1097/Rev.1, paragraphe 5.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique voudrait vous prier de procéder à un vote par division sur la dernière phrase du paragraphe 15.

Le PRESIDENT : Conformément à la demande formulée par le représentant de l'Union soviétique, nous allons voter d'abord sur la dernière phrase du paragraphe 15, c'est-à-dire qui commence par les mots "En même temps" et qui se termine par "perdu de vue".

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la dernière phrase du paragraphe 15 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, la recommandation figurant au paragraphe 15 dans son ensemble est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 16 est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 17 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 18.

Je vous rappelle que la délégation de l'Union soviétique a déposé un amendement aux fins de remplacer la première phrase de ce paragraphe par une autre rédaction qui se trouve incluse dans le paragraphe 6 du document T/L.1097/Rev.1.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : A propos de l'amendement soviétique contenu au paragraphe 6 du document T/L.1097/Rev.1, je me bornerai à faire observer que, de l'avis de ma délégation, les témoignages de première main qui nous ont été donnés hier, si je ne me trompe, par le représentant de la Nouvelle-Zélande, suffisent à réfuter la teneur de cet amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A propos de la déclaration que vient de faire à l'instant le représentant de l'Australie sur les affirmations contenues dans le projet d'amendement soviétique, ma délégation voudrait rappeler au représentant de l'Australie que le Conseil a été saisi, il y a deux semaines et demie seulement, d'une pétition signée du Dr Hicking et de dix autres membres des services médicaux du territoire sous tutelle, document dans lequel l'autorité administrante est accusée d'avoir mal informé le Conseil de tutelle quant à la situation en matière de services médicaux.

La délégation soviétique avait eu alors la possibilité de déclarer au Conseil de tutelle que cette pétition qui avait été adressée au Conseil le 30 avril de cette année seulement contenait des renseignements nouveaux sur la situation dans le territoire sous tutelle.

Pour ce qui est des allusions du représentant de l'Australie à la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande, qu'il me permette de lui rappeler que la Mission de visite du Conseil s'est rendue il y a plus d'un an dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et que les données qu'elle en a rapportées ne peuvent absolument pas être comparées à ces renseignements nouveaux qui viennent de nous parvenir.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai dit, j'attache un prix tout à fait particulier au témoignage de première main du représentant de la Nouvelle-Zélande. Je crois que notre collègue de l'Union soviétique a raison en partie en ce sens qu'une année s'est écoulée depuis que le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est rendu sur place, comme il nous l'a dit avant-hier. Mais je crois que le représentant de l'Union soviétique a oublié l'essentiel, à savoir que le représentant de la Nouvelle-Zélande nous a dit qu'il avait vu de ses yeux l'installation des hôpitaux et je vois pas comment l'ensemble de ces appareils et aménagements aurait pu disparaître en 12 mois.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je me bornerai à dire, si j'ai bonne mémoire, qu'il y a un certain temps cette question a été examinée ici et nous avons convenu de nous en remettre à une enquête impartiale de l'Organisation mondiale de la santé. Je crois que nous devrions revenir aujourd'hui à cette idée.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai deux observations à faire après ce que viennent de déclarer les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni. Tout d'abord, si nous comparons les caractéristiques des deux sources dont nous disposons, nous ne pouvons manquer de remarquer que, d'une part, nous avons un visiteur dans le territoire, même s'il s'agit du Président de la Mission de visite du Conseil de tutelle, tandis que, d'un autre côté, nous avons des personnes qui travaillent, qui vivent dans le territoire, qui s'y trouvent de façon permanente et non pendant un mois, qui ont donc la possibilité de connaître la question et la situation réelle de façon plus approfondie.

En outre, je voulais noter que la déclaration du représentant de l'Australie contenait une allusion au fait qu'il y a un an la délégation soviétique était peut-être d'accord sur les renseignements présentés par la Mission de visite. Mais il n'en est pas du tout ainsi. La délégation soviétique, dans sa déclaration à la trente et unième session du Conseil de tutelle, avait dit qu'elle n'avait pas l'intention de s'enthousiasmer au même degré ou même de s'enthousiasmer le moins

M. Fotine (URSS)

du monde devant la situation des services médicaux du territoire sous tutelle comme l'avait fait la Mission de visite.

Quant à l'observation du représentant du Royaume-Uni, il a bien entendu raison. Cependant, en l'occurrence, nous devons à plus forte raison nous attacher à la question que nous examinons en ce moment. La justice exigerait que le Comité de rédaction n'avance aucune espèce de conclusion ou de recommandation sur la question précisément parce que le Conseil avait décidé de s'adresser à l'Organisation mondiale de la santé pour qu'elle effectue une enquête.

Néanmoins, que les membres individuels du Comité de rédaction le souhaitent ou non, on cherche à imposer au Conseil de tutelle un point de vue très particulier qui ne tient pas compte des renseignements nouveaux qui apparaissaient dans la pétition du Dr Hicking et de dix autres personnes. La délégation soviétique, bien entendu, ne saurait l'accepter. Elle serait disposée à retirer son amendement au cas où le Conseil déciderait de n'exprimer aucune opinion sur la question jusqu'au moment où l'Organisation mondiale de la santé, si elle effectue l'enquête, l'aura achevée et aura présenté au Conseil de tutelle les résultats de ladite enquête.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je me hâte de dire que je n'ai pas voulu imputer d'intentions à notre collègue de l'Union soviétique qui est parfaitement capable d'exprimer son opinion. J'ai indiqué la mienne sur la base d'un témoignage oculaire. Pour rassurer le représentant de l'Union soviétique, j'ai tenu à préciser que je n'ai eu nulle prétention d'interpréter ses observations.

Je pense que l'observation du représentant du Royaume-Uni est fort juste. Nous avons décidé de demander à l'OMS de faire une enquête sur cette affaire. Le représentant de l'Union soviétique vient de nous dire qu'il sera très heureux de s'en tenir aux résultats de cette enquête de l'OMS.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire observer au représentant de l'Union soviétique que le texte du sixième amendement semble laisser entendre que les conclusions de la Mission de visite qui s'est rendue dans les îles du Pacifique sont contredites, alors que le rapport relevait objectivement les lacunes du service médical comme ses bons côtés. Pour cette raison, ma délégation votera contre l'amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique se rappelle fort bien l'appel adressé par le Président aux membres du Conseil au début de la séance. Cependant, elle ne peut manquer de reprendre la parole pour prier le représentant de l'Australie, à l'avenir, de ne pas faire dire aux autres ce qu'ils n'ont pas dit. La délégation de l'Union soviétique n'a rien dit encore à propos des conclusions auxquelles l'OMS pourrait parvenir. Nous n'avons nullement commenté l'aboutissement possible de l'enquête. Le représentant de l'Australie doit donc comprendre que la position qu'il peut être amené à prendre à cet égard n'est pas nécessairement celle qu'adoptera la délégation de l'Union soviétique sur le même sujet.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il doit y avoir un malentendu entre mon collègue soviétique et moi-même en la matière. Je n'ai pas voulu lui faire dire ce qu'il n'a pas dit. Loin de moi pareille intention. Je n'aurais rien à lui faire dire. J'ai simplement indiqué, tout à l'heure, que je ne voulais pas interpréter d'une façon ou d'une autre la déclaration de la délégation de l'Union soviétique. Je me suis contenté d'indiquer mon point de vue. Peut-être l'interprétation n'a-t-elle pas été claire; mais je m'empresse de lui donner tous apaisements à cet égard.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je suggère que, puisque nombre d'entre nous ont indiqué leur façon de voir sur la question et étant donné que les membres de l'OMS pourront lire très prochainement, dans les comptes rendus sténographiques, ce que nous avons dit, nous passons maintenant à la suite de nos travaux.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique a suffisamment bonne mémoire pour ne pas intervenir sur une partie seulement de la déclaration du représentant de l'Australie, mais sur cette déclaration tout entière. Le représentant de l'Australie a employé les mots "respecter" ou "s'en tenir à" (to abide by). La délégation de l'Union soviétique déclare à ce propos qu'elle préfère n'adopter une position qu'après avoir étudié les documents qui peuvent être fournis, et non pas à l'avance, sans disposer des renseignements voulus. Je pense que toutes les délégations conscientes de leur responsabilité seront d'accord avec la délégation de l'Union soviétique sur ce point.

Je voudrais noter également, à ce même sujet, que cette déclaration de la délégation soviétique n'a pas pour but de mettre en doute le résultat de l'enquête de l'Organisation mondiale de la santé. Cependant, nous nous réservons toujours le droit de juger d'une question quelle qu'elle soit une fois que nous disposons de renseignements suffisants, mais pas avant.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je partage l'avis exprimé il y a un instant par le représentant du Royaume-Uni lorsqu'il a dit que la position des membres du Conseil sur cette question est déjà bien connue. La position de la Nouvelle-Zélande a été exposée avant-hier par l'ambassadeur Corner et il y a été fait allusion à plusieurs reprises cet après-midi. En donnant son témoignage oculaire, l'ambassadeur Corner a souligné qu'il avait visité les services médicaux du territoire en profane, mais il a ajouté qu'il avait été vivement frappé par ce qu'il avait vu et qu'il n'avait que très peu de réserves.

M. McArthur (Nouvelle-Zélande)

Quant au projet de rapport que nous avons sous les yeux, je soulignerai simplement qu'il se félicite de la déclaration faite par l'Autorité administrante. Lorsque le Conseil déclare qu'il trouve encourageants les progrès effectués, il se borne à noter des faits vérifiables. Le Conseil attire ensuite l'attention de l'Autorité administrante sur les observations et recommandations faites par l'Organisation mondiale de la santé. Il n'y a aucune intention, dans ce texte, de préjuger quoi que ce soit.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur le sixième amendement soviétique (T/L.1097/Rev.1).

Par 7 voix contre une, l'amendement est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le paragraphe 18 du rapport du Comité de rédaction, la délégation de l'Union soviétique demande un vote séparé sur chacune des trois phrases qui le constituent.

Le PRESIDENT : Conformément à la demande que vient de formuler le représentant de l'Union soviétique, le Conseil votera séparément sur chacune des trois phrases du paragraphe 18.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, la première phrase est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la deuxième phrase est adoptée.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la troisième phrase est adoptée.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 18 est adopté dans son ensemble.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur le paragraphe 19 du rapport.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 19 est adopté.

Le PRESIDENT : Avant de passer au paragraphe 20, je rappelle que la délégation soviétique a soumis dans le document T/L.1097/Rev.1, sous le titre 7, un amendement consistant à insérer avant ce paragraphe 20 un nouveau paragraphe.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer un sous-amendement à l'amendement soviétique, et je m'excuse de le faire si tard, mais je pense que ce sous-amendement pourrait peut-être rendre le nouveau paragraphe acceptable. Ma délégation croit savoir que l'Autorité administrante utilise les programmes d'assistance des Nations Unies et nous avons pris note de la déclaration qu'a faite son représentant à cet égard. C'est pourquoi nous voudrions suggérer que l'amendement soviétique soit légèrement modifié. Il pourrait être rédigé ainsi :

"Compte tenu des besoins du Territoire sous tutelle en personnel hautement qualifié, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à mettre à profit, dans l'intérêt des Micronésiens, les possibilités d'instruction et de formation professionnelle qu'offre aux habitants du Territoire sous tutelle le programme de l'Organisation des Nations Unies."

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis avait en effet indiqué que certaines personnes du Territoire sous tutelle s'étaient rendues dans d'autres territoires coloniaux ou dans certains pays indépendants "au titre du programme d'assistance des Nations Unies", - et j'insiste sur ces derniers mots. Lorsque le représentant de la Nouvelle-Zélande propose de modifier l'amendement soviétique, il semble confondre deux choses tout à fait différentes. Dans son amendement, la délégation soviétique dit que, compte tenu des besoins du Territoire sous tutelle en personnel hautement qualifié, le Conseil devrait recommander à l'Autorité administrante de mettre à profit, dans l'intérêt des Micronésiens, les possibilités d'instruction et de formation professionnelle qu'offre aux habitants du Territoire sous tutelle "le programme de bourses de l'Organisation des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle". Il s'agit donc du programme spécial des Nations Unies à l'intention des habitants des territoires sous tutelle.

M. Fotine (URSS)

Nous avons donc ici deux notions tout à fait différentes : d'une part, le programme d'assistance des Nations Unies; d'autre part, le programme spécial de bourses des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle. Dans ces conditions, le sous-amendement néo-zélandais n'est pas acceptable pour ma délégation. Mais comme nous voudrions l'étudier plus à fond, nous nous proposons, si le représentant de la Nouvelle-Zélande insiste pour que ce sous-amendement soit maintenu, d'invoquer l'article 57 du règlement intérieur. Je vais donner lecture en anglais de cet article 57, et je voudrais saisir cette occasion pour attirer l'attention du Conseil et du Secrétariat sur le fait qu'il n'existe toujours pas d'édition récente du règlement intérieur du Conseil en langue russe.

Voici donc ce que dit l'article 57 :

"Les rapports, les projets de résolution et les propositions ou amendements de fond sont remis par écrit au Secrétaire général, qui, dans la mesure du possible, en fait distribuer le texte aux représentants vingt-quatre heures avant la séance au cours de laquelle ils seront examinés. Le Conseil de tutelle peut décider de renvoyer l'examen des projets de résolution et autres propositions ou amendements de fond dont le texte n'a pas été distribué vingt-quatre heures d'avance."

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je répondrai à la remarque du représentant de l'Union soviétique que ma délégation ne pense pas confondre le moins du monde les divers programmes des Nations Unies. Mais nous estimons que c'est à la population de la Micronésie et à l'Autorité administrante qu'il appartient de décider lesquels de ces programmes des Nations Unies doivent être utilisés.

Le PRESIDENT : Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déposé un sous-amendement au septième amendement de l'Union soviétique et le représentant de l'Union soviétique a demandé l'application de l'article 57 du règlement intérieur, qui dit :

"Le Conseil de tutelle peut décider de renvoyer l'examen des projets de résolution et autres propositions ou amendements de fond dont le texte n'a pas été distribué vingt-quatre heures d'avance."

Quelqu'un a-t-il une observation à faire sur cette proposition du représentant de l'Union soviétique?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La remarque du représentant de l'Union soviétique, à propos de l'article 57 du règlement intérieur, ne paraît tout à fait recevable. Je crois par ailleurs que le sous-amendement de notre collègue de la Nouvelle-Zélande tend à rendre l'amendement soviétique plus conforme à la situation, telle que nous la comprenons. Il faut aussi tenir compte du souci d'achever nos travaux le plus rapidement possible. Tout en reconnaissant le bien-fondé de la remarque du représentant de l'Union soviétique, ma délégation serait parfaitement disposée à voter sur l'amendement soviétique dans sa forme actuelle.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : L'article 57 a pour but, dans une situation nouvelle, généralement complexe (dépôt d'amendements longs et difficiles à retenir, par exemple), de permettre au Conseil de disposer d'un délai de 24 heures pour étudier des amendements sous forme écrite. Cependant, l'usage établi, au Conseil de tutelle comme dans tous les organes des Nations Unies, veut que le sort des amendements brefs soit réglé sur le champ. En d'innombrables occasions, la délégation soviétique elle-même a soumis de brefs amendements, que les délégués ont accepté d'examiner sans délai. Il y a quelques jours, la délégation soviétique a présenté un ensemble d'amendements, pour lesquels la forme écrite a été demandée et qui font l'objet de l'actuel document T/L.1097/Rev.1. Mais je crois que nous avons eu et devrions garder l'habitude, dans le simple souci bien compréhensible d'éviter une perte de temps - sauf dans le cas d'une opposition formelle - de régler sans retard le sort d'amendements simples, aisés à comprendre. Si le Conseil en décidait autrement, il nous faudrait retarder nos travaux de 24 heures, jusqu'à ce que nous disposions du texte écrit. Ce retard, selon moi, ne se justifierait guère.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je pense que les membres du Conseil se rendent compte que ce que vient de dire le représentant des Etats-Unis n'est rien de plus qu'une interprétation donnée par lui de l'article 57.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Mon sous-amendement tend uniquement à permettre au Conseil de retenir la majeure partie de l'amendement soviétique, dont nous pouvons approuver l'esprit. Quoi qu'il en soit ma délégation s'en remet au Conseil de la procédure à suivre.

Le PRESIDENT : Je crois en effet que c'est la solution la plus sage, celle que j'avais à l'esprit depuis quelques minutes. Si le Conseil estime en effet qu'il s'agit d'un très bref amendement et que le fait d'attendre qu'il soit distribué sous forme écrite retarderait beaucoup nos travaux, nous pouvons examiner immédiatement le sous-amendement néo-zélandais, puis l'amendement soviétique. Je vais donc demander l'avis du Conseil. Les membres du Conseil qui sont d'avis de poursuivre la discussion immédiatement voudront bien lever la main.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Intervenant sur un point d'ordre, la délégation soviétique voudrait savoir, Monsieur le Président, sur quel article du règlement intérieur vous vous fondez pour faire la proposition que vous soumettez à la décision du Conseil.

Le PRESIDENT : J'ai lu tout à l'heure la deuxième phrase de l'article 57, sur lequel je me fonde :

"Le Conseil de tutelle peut décider de renvoyer l'examen des projets de résolution et autres propositions ou amendements de fond dont le texte n'a pas été distribué 24 heures d'avance."

Je demande maintenant au Conseil de dire s'il est d'avis de renvoyer l'examen d'un sous-amendement dont le texte n'a pas été distribué 24 heures d'avance.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais être absolument certain de comprendre sur quoi nous votons. Je crois comprendre qu'un vote affirmatif retarderait notre décision de 24 heures. Est-ce bien cela?

Le PRESIDENT : Oui. Les délégations qui sont d'avis de renvoyer l'examen du sous-amendement émettront un vote positif. Celles qui sont d'avis de ne pas renvoyer cet examen, mais d'examiner immédiatement le sous-amendement, émettront un vote négatif.

Il est procédé au vote à main levée.

Le PRESIDENT : Le résultat du vote est le suivant : Une voix en faveur de la proposition soviétique de renvoyer l'examen; quatre voix contre ladite proposition soviétique; une abstention. Je comprends donc que le Conseil est d'avis de se prononcer maintenant sur le sous-amendement présenté par le délégué de la Nouvelle-Zélande.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Selon la délégation soviétique, la décision que vient de prendre le Conseil ne peut être considérée que comme une décision prise en vertu de l'article 105 du règlement intérieur, ainsi libellé :

"Lorsqu'il est en session, le Conseil de tutelle peut décider de suspendre l'application d'un article du règlement intérieur."

La première partie de l'article 57 du règlement intérieur est suffisamment claire lorsqu'elle indique que les amendements doivent être remis par écrit au Secrétaire général 24 heures d'avance. La délégation soviétique ne peut manquer non plus de relever que lorsque cela l'arrange, le Conseil (dont la majorité est très nette) décide d'agir, à l'endroit du règlement intérieur, comme bon lui semble.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement dire que j'appuie la décision présidentielle.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais consigner le point de vue de ma délégation. Selon nous, l'article 57 n'a pas été suspendu. Nous l'avons seulement appliqué avec intelligence comme cela a été fait maintes et maintes fois ici.

Le PRESIDENT : Nous allons donc voter sur le sous-amendement de la Nouvelle-Zélande que je vais demander à Monsieur le secrétaire du Conseil de lire en anglais. Ce sous-amendement a pour objet d'ajouter après les mots "Autorité administrante" les mots "de continuer" et de supprimer in fine certains mots de l'amendement soviétique.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien noté l'amendement du représentant de la Nouvelle-Zélande, il se lit comme suit : Il s'agit en effet d'ajouter à la deuxième ligne, après les mots "Autorité administrante" les mots "de continuer"; puis il y a un amendement qui ne concerne que le texte anglais; à la cinquième ligne on remplacerait les mots "le programme de bourses" par les mots "les programmes". Enfin, on supprimerait les derniers mots de l'amendement, à savoir "pour les habitants des territoires sous tutelle". Le texte de l'amendement se lirait donc ainsi :

"Compte tenu des besoins du Territoire sous tutelle en personnel hautement qualifié, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à mettre à profit, dans l'intérêt des Micronésiens, les possibilités d'instruction et de formation professionnelle qu'offrent aux habitants du Territoire sous tutelle les programmes de l'Organisation des Nations Unies."

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement faire une petite remarque de rédaction, dans le texte anglais. Au lieu de dire "under the United Nations programmes" il faudrait dire "under United Nations programmes". Le "the" est supprimé.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais que le représentant de la Nouvelle-Zélande explique ses objections au mot "bourses" et aux mots "pour les habitants du Territoire sous tutelle". En effet, nous parlons ici des habitants des Territoires sous tutelle et nous parlons des bourses qui leur sont réservées en vertu du régime de tutelle. Je voudrais qu'il nous explique ses objections à ces mots.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Certainement. Comme je l'ai précédemment expliqué, il y a un certain nombre de programmes des Nations Unies et ma délégation estime qu'il appartient à la population de Micronésie et à l'Autorité administrante de décider des programmes qui conviennent.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique se heurte aux mêmes difficultés que la représentante du Libéria. Le représentant de la Nouvelle-Zélande nous parle de programmes divers des Nations Unies. Comme l'amendement de la Nouvelle-Zélande, s'il est adopté - et je pense qu'il ne saurait y avoir de doute sur le résultat du vote - modifiera complètement la nature de l'amendement soviétique, la délégation soviétique voudrait avoir de nouvelles précisions sur les programmes auxquels songe le représentant de la Nouvelle-Zélande. Nous voudrions qu'il les énumère et qu'il les définisse. La situation est telle que si nous ne recevons pas ces explications, la délégation soviétique ne sera pas en mesure de prendre position dans un sens ou dans un autre parce que nous ne saurons pas de quoi il s'agit ni sur quoi nous votons.

Pour ce qui est de l'amendement soviétique, comme le Conseil le sait, il traite d'un programme absolument concret de bourses des Nations Unies, sous les auspices de l'Organisation et pour les habitants des Territoires sous tutelle.

M. Fotine (URSS)

Donc, cet élargissement que le représentant de la Nouvelle-Zélande cherche à donner au sens de l'amendement soviétique signifie, en fait, que l'on substitue un nouveau sens à celui de l'amendement. C'est pourquoi la délégation soviétique avait pensé que le Conseil comme elle même avaient besoin de temps pour comprendre le sens du sous-amendement de la Nouvelle-Zélande et, pour cette raison, nous avons voté pour que le Conseil remette de 24 heures le vote sur ce sous-amendement.

Je voudrais faire une dernière observation : aujourd'hui, le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit à deux reprises que l'Autorité administrante et le peuple micronésien devaient décider eux-mêmes des programmes qui leur convenaient. La délégation soviétique voudrait rappeler au représentant de la Nouvelle-Zélande qu'en ce qui concerne le peuple micronésien, il n'a pas la possibilité de dire son mot. Vous vous souvenez que la délégation soviétique a indiqué que l'Administrateur des Territoires sous tutelle avait à ses côtés un Comité spécial des bourses composé, si je ne me trompe, exclusivement d'Américains - je répète, exclusivement d'Américains - et que toute participation micronésienne est écartée. Ainsi donc, l'opinion de la population micronésienne n'est pas représentée dans ce Comité qui a pour fonction de prendre des décisions sur les demandes et les recommandations des organismes locaux du Territoire sous tutelle.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de reprendre la parole, mais je ne suis pas certaine que les explications du représentant de la Nouvelle-Zélande aient dissipé l'équivoque qui s'était créée dans notre esprit au cours de la discussion. Par exemple, en Micronésie, quelques femmes m'ont demandé de faire pression pour qu'un plus grand nombre de bourses des Nations Unies soit accordé à des femmes dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Comme j'ai promis de faire quelque chose, il m'a semblé que je ne pouvais appuyer la proposition de la Nouvelle-Zélande dans son texte actuel.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la question posée par la représentante du Libéria est précisément celle à laquelle l'amendement de ma délégation essaie de répondre. Elle élargit la gamme des programmes des Nations Unies auxquels nous indiquons que l'on pourrait avoir recours.

Quant au point soulevé par mon collègue de l'Union soviétique, nous avons entendu dire par le représentant de l'Autorité administrante, au cours des discussions de ce Conseil, que huit étudiants avaient déjà bénéficié de certains programmes des Nations Unies; nous savons aussi que des tentatives ont été faites pour utiliser le programme spécial de bourses mentionné dans l'amendement de l'Union soviétique. Je voudrais suggérer qu'il pourrait être utile au Conseil, avant de poursuivre, d'entendre de nouveau le représentant de l'Autorité administrante à ce sujet.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je me ferai un plaisir de parler de nouveau de cette question. Comme vous vous en souvenez, le représentant spécial nous a longuement entretenu de ce sujet, comme je l'avais fait moi-même plus tôt.

Les bourses dont a parlé le représentant de la Nouvelle-Zélande sont au nombre de huit. Il a fait allusion à une déclaration que nous avons faite suivant laquelle huit candidats des territoires sous tutelle des îles du Pacifique ont poursuivi leurs études grâce à des bourses des Nations Unies, en particulier des bourses fournies par le programme d'assistance technique depuis juillet 1963. Autant que je puisse me rappeler, il y avait déjà eu des bourses de deux ans avant cette période, et il en a été ainsi pendant assez longtemps. Ces huit étudiants se sont rendus dans cinq pays différents - qui ne sont pas des pays coloniaux, quoi qu'en dise le représentant de l'Union soviétique, il s'agissait du Japon, du Samoa occidental, des Philippines, de l'Inde et de Ceylan.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait une autre observation. Il nous a dit qu'un étudiant avait essayé de poursuivre ses études grâce à une bourse offerte par un pays particulier aux habitants du territoire sous tutelle. Cela est exact, mais il n'a pas essayé et échoué, il a simplement envisagé une possibilité offerte par un Etat indépendant à la population du territoire sous tutelle par opposition à une autre bourse offerte par les Philippines, afin de

prendre une décision par la suite. J'avais déjà précisé cela pour montrer que les étudiants reçoivent ces informations, les examinent et choisissent en tout état de cause.

Quant à la déclaration de la représentante du Libéria sur le fait que les femmes voudraient bénéficier d'un plus grand nombre de bourses, notre collègue n'a pas précisé de quel genre de bourses il s'agissait. Il serait intéressant de se rappeler que Mlle Makwelung, que la représentante du Libéria a peut-être rencontrée sur le territoire, a bénéficié d'une telle bourse des Nations Unies l'an dernier et qu'elle s'est rendue dans trois pays différents, grâce à cette bourse du programme d'assistance technique. Je ne sais pas si notre collègue du Libéria a rencontré Mlle Makwelung, mais cela est vraisemblable car c'est une personnalité très connue dans le territoire.

Je ne sais si le Conseil désire maintenant des informations complémentaires à ce sujet.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander au représentant de la Nouvelle-Zélande s'il voudrait bien accepter un sous-amendement à celui de sa délégation pour qu'à la fin de celui-ci figurent les mots : "y compris les bourses d'études et de recherches offertes par les Etats Membres."

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je crois que le sous-amendement du Libéria pourrait être pleinement approuvé par ma délégation. Je n'ai que quelques légers doutes quant au libellé. Nous pourrions peut-être répéter encore à la fin de ce texte : "dans le cadre des programmes des Nations Unies." Ceci semble préciser qu'il s'agit de bourses d'études et de recherches offertes dans le cadre des Nations Unies; mais je pense que l'esprit de ce sous-amendement libérien peut être tout à fait accepté par ma délégation.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé si, après le mot "programmes" de son sous-amendement, le représentant de la Nouvelle-Zélande voudrait bien ajouter : "y compris les bourses d'études et de recherches offertes par les Etats Membres". Je serais alors en mesure d'appuyer ce sous-amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Plus nous approfondissons cette question, plus nous entendons de déclarations sur ce sujet, notamment des représentants de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis, plus il apparaît clairement que l'amendement néo-zélandais est équivoque. Toutes les déclarations que nous avons entendues, loin de dissiper l'impression d'équivoque suscitée dès l'abord par cet amendement dans l'esprit des délégations de l'Union soviétique et du Libéria, confirment le but de cet amendement, attitude que nous avons vue à l'oeuvre bien souvent au Conseil de tutelle.

Il s'agit, en fait, de la question suivante. Certains membres du Conseil de tutelle veulent repousser aveuglément toutes propositions, même si elles méritent de retenir l'examen le plus attentif, qui pourraient refléter la réalité dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Ce que nous a dit le représentant des Etats-Unis sur le nombre de personnes ayant bénéficié de bourses dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies, est la meilleure preuve de la situation peu reluisante qui existe dans ces territoires. Le représentant américain se vante du fait qu'il y a eu huit boursiers des Nations Unies, huit boursiers en 20 ans! Je crois, en fait, qu'au lieu de se vanter de ces chiffres, le représentant de l'Autorité administrante devrait les cacher; mais au contraire il manifeste un enthousiasme délirant à huit boursiers en 20 ans, dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

Etant donné qu'il apparaît clairement du sous-amendement de la Nouvelle-Zélande qui porte sur une question assez vague, reliée à l'amendement de l'Union soviétique, je tiens à dire que le représentant de la Nouvelle-Zélande pourra présenter tous les amendements qui lui paraîtront bon, mais nous risquerons de nous trouver alors dans une situation totalement absurde.

M. Fotine (URSS)

Le représentant de la Nouvelle-Zélande n'a pas pu répondre en fait à la question de la délégation soviétique; il n'a pas pu préciser son point de vue. Pour toutes ces raisons, la délégation soviétique estime que cet amendement n'est pas recevable.

Pour ce qui est de l'amendement du Libéria au sous-amendement de la Nouvelle-Zélande, la délégation soviétique doute que, dans les conditions actuelles, puisque nous n'avons pas de texte écrit de cette proposition, il soit possible de savoir clairement comment on peut rattacher la première partie de l'amendement du Libéria au dernier amendement.

Si l'amendement néo-zélandais et l'amendement libérien sont adoptés, cela signifiera que le Conseil de tutelle demandera à l'Autorité administrante de continuer à profiter des bourses des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle. Or, comme on le sait, il y a une inconséquence très nette, étant donné que depuis 13 ans qu'existent les programmes de bourses des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle, aucun Micronésien n'a bénéficié de ces bourses de recherche; et lorsque l'un d'entre eux a cherché à en profiter, il semble qu'on lui ait dit tout de suite quelle place il devait occuper dans la société en Micronésie.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole pour exercer mon droit de réponse.

Une fois de plus, le représentant de l'Union soviétique a cité de façon inexacte ce qu'a dit le représentant des Etats-Unis. Il l'a fait quelques minutes après ma déclaration. Il vient de nous dire que le représentant des Etats-Unis a déclaré - ou avoué, pour employer ses termes - qu'il n'y avait eu que huit bourses d'études dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies en vingt ans. Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'espère que tout le monde s'en souviendra et que le représentant soviétique conviendra de son erreur. J'ai dit que depuis juillet 1963, huit bourses de cette nature avaient été octroyées et qu'auparavant, il y en avait peut-être eu, en moyenne, deux par an, probablement deux ou même trois, mais je m'en tiendrai à ce que j'ai dit. Je veux voir là une inexactitude accidentelle de la part du représentant soviétique, bien que ces inexactitudes soient si fréquentes que je commence à douter qu'il s'agisse d'une inadvertance. Je reconnais l'intelligence du représentant de l'Union soviétique et je doute qu'il ait pu commettre cette erreur par mégarde. Cependant, j'ai apporté une correction au compte rendu.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Il a également fait allusion à quelque chose qui a retardé les travaux du Conseil, un jour après l'autre; en d'autres termes, il a déformé les déclarations faites par les autorités administrantes, obligeant ces dernières à retenir le temps du Conseil pour réluter ses assertions comme il se doit. Il nous a dit que lorsqu'un habitant du Territoire sous tutelle ...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande de m'excuser d'avoir demandé la parole au titre d'une motion d'ordre, mais au sein du Conseil de tutelle, nous nous trouvons - et ce n'est pas la première fois - dans une situation telle que la délégation des Etats-Unis essaye de dire aux autres délégations, particulièrement à la mienne, comment elles doivent se conduire à l'égard d'une question donnée. Le représentant des Etats-Unis a prétendu que la délégation soviétique avait retardé les travaux du Conseil. Nous ne pouvons manquer de protester contre cette déclaration, étant donné que la délégation soviétique est ici pour présenter le point de vue de son gouvernement sur toutes les questions à l'ordre du jour ...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni pour une motion d'ordre.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout simplement dire que je ne pense pas que le représentant de l'Union soviétique soit en train de parler au titre d'une motion d'ordre. Il parle quant au fond, et je voudrais le voir se borner, dans ses observations, à la motion d'ordre qu'il a invoquée pour prendre la parole.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais pouvoir continuer la déclaration que j'étais en train de faire lorsque j'ai été si brutalement interrompu. J'ai espéré un moment que le représentant de l'Union soviétique m'interrompait pour dire que je n'avais pas besoin d'aller plus loin parce qu'il reconnaissait son erreur. Il ne l'a pas fait et il me faut donc poursuivre.

M. Dickinson (Etats-Unis)

J'étais en train de parler de la seconde observation; il ne s'agissait pas d'une inexactitude, mais d'une déformation délibérée. A propos de ma déclaration, il a dit que lorsqu'un habitant du Territoire sous tutelle avait voulu étudier une offre, en disposant de tous les renseignements voulus à cet égard, on lui a dit quelle était sa place dans la société. Cela signifie, bien entendu, que cette personne ne pouvait bénéficier de la bourse et n'avait qu'à aller ailleurs. C'est une déformation de la vérité, et c'est tout ce que je voulais dire.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Pour ne pas prolonger la discussion, je me demande si le représentant de la Nouvelle-Zélande ne serait pas disposé à revenir à la suggestion du représentant de l'Australie, en gardant l'amendement primitif et en laissant à chaque délégation le soin de voter conformément à sa propre opinion.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis a souvent recours à des mots tels que "erreurs", "déformations de la vérité", qu'il applique à la délégation de l'Union soviétique. Peut-être le représentant des Etats-Unis appellera-t-il aussi "déformation de la vérité", du point de vue soviétique, le fait qu'il y a à peu près deux ans, le Conseil législatif des Mariannes - l'une des assemblées législatives de district dans le Territoire sous tutelle - a adopté une recommandation spéciale d'après laquelle les habitants du Territoire devraient être autorisés à bénéficier des programmes offerts par les Etats Membres des Nations Unies dans le cadre des programmes de l'ONU.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je regrette, Monsieur le Président, que par suite de la confusion qui s'est produite le Conseil ait dû consacrer un tel temps à un sujet qui, dans notre esprit, n'était qu'un amendement fort simple devant contribuer à résoudre la question. Ceci étant, ma délégation ne peut faire mieux que de retirer son amendement, étant entendu que, vu nos sentiments, nous nous abstiendrons dans le vote sur l'amendement soviétique.

Le PRESIDENT : Le sous-amendement du représentant de la Nouvelle-Zélande ayant été retiré, nous allons passer au vote sur l'amendement soviétique qui est, je le rappelle, contenu au paragraphe 7 du document T/L.1097/Rev.1.

Il y a 2 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions. L'amendement est rejeté.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 20 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au paragraphe 21.

Je rappelle au Conseil que la délégation soviétique a présenté un amendement à ce paragraphe dont l'objet est d'ajouter une nouvelle phrase à la fin de ce paragraphe, phrase qui est contenue dans le paragraphe 8 du document T/L.1097/Rev.1.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je constate que le paragraphe 8 initial des amendements soviétiques tendait à supprimer une certaine partie du paragraphe après les mots "le Conseil estime". Je crois savoir qu'un compromis est intervenu et que cette phrase particulière doit être purement et simplement ajoutée à la fin du paragraphe sans opérer aucune suppression. Il faut donc dire : "et recommande en conséquence..." etc.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comme les membres du Conseil s'en souviendront, la délégation soviétique est allée au devant du désir de la représentante du Libéria et comme j'en juge d'après le texte rectifié des amendements soviétiques, la première partie de l'amendement qui auparavant avait été déposé par notre délégation ne comporte plus dans le texte nouveau le passage en question. On n'a conservé que la partie qui n'avait pas soulevé d'objections de la part de la représentante du Libéria.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ayant noté que la délégation de l'Union soviétique a retiré son premier amendement, ce dont je tiens à féliciter le représentant soviétique s'il m'y autorise, je dirai simplement ce qui suit, parlant du fond de la question, c'est-à-dire de l'établissement de ce collège. Je rappelle que j'ai déjà parlé de cette question dans la discussion générale lorsque j'ai dit à ce propos :

"A cet égard, je voudrais dire un mot en passant des suggestions qui ont été faites en vue de l'établissement d'un collège du premier degré dans cette région. Je serai le dernier à nier que cette institution réponde à un besoin pour l'avenir, mais je dois noter que l'absence de ce collège ne me paraît certainement pas freiner les progrès de l'enseignement à l'heure actuelle et que tel ne sera pas non plus le cas à l'avenir. Dans le territoire voisin de Guam, il y a un collège de grande classe. Les étudiants ont accès à des institutions semblables à Hué. Je suis enclin à croire que, dans les circonstances actuelles, une concentration des efforts sur le système primaire et secondaire de l'enseignement est préférable à l'étape présente du développement du territoire."

Ainsi, n'ayant aucune objection de principe à la proposition dont nous sommes saisis, et estimant, comme je l'ai déjà dit, que les institutions actuelles répondant aux besoins de la population, les nécessités de l'enseignement seront mieux satisfaites par une concentration plus resserrée, ma délégation s'abstiendra dans le vote.

Le PRESIDENT : Nous allons passer au vote sur le paragraphe 8 des amendements de l'Union soviétique.

Il y a 2 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions.

Le PRESIDENT : Je lis l'article 38 du règlement intérieur du Conseil dont les dispositions sont les suivantes :

"En cas de partage égal des voix lors d'un vote autre qu'une élection, il est procédé à un second tour de scrutin à la séance suivante ou, si le Conseil de tutelle en décide ainsi, après une courte suspension de séance. Si elle ne recueille pas la majorité des voix lors du second tour de scrutin, la proposition n'est pas adoptée."

J'ajourne donc la séance pour quelques minutes.

Conformément à l'article 36 du règlement intérieur du Conseil, après une courte suspension de séance, il est procédé à un second vote.

Il y a 2 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions. L'amendement soviétique n'est pas adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique, à la suite du vote qui vient d'avoir lieu, ne peut manquer de féliciter son collègue de droite, le représentant du Royaume-Uni.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je désire faire une brève déclaration pour expliquer l'abstention de ma délégation sur les deux votes qui viennent d'avoir lieu. Ma délégation appuie certainement l'adoption de mesures en vue de créer un établissement d'enseignement supérieur dans le territoire. Cependant, nous n'avons pas pu appuyer la formule proposée dans l'amendement soviétique, en particulier le mot "immédiates". A cet égard, je rappellerai que, parlant au cours de ce débat il y a deux jours, le chef de ma délégation a dit :

"Dans ces conditions, je crois, que si le Conseil voulait faire preuve de sérieux, il ne devrait pas recommander l'adoption de mesures immédiates, mais une étude plus poussée par l'Autorité administrante quant à la possibilité de créer cette institution, et il devrait même indiquer de façon positive l'appui du Conseil." (1261ème séance, p. 57 et 58-60)

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Pour expliquer mon vote, je voudrais rappeler que, pendant le débat, il y a quelque temps, j'avais dit :

"Il est particulièrement satisfaisant de noter l'augmentation du nombre d'étudiants qui suivent les cours de l'enseignement supérieur à l'extérieur du territoire; ce nombre est passé de 161 à 196 dans l'année examinée."

J'ai dit ensuite :

"Sans aucun doute, l'Administration et le Congrès de la Micronésie accorderont l'attention requise à la question soulevée ici au sujet de la création d'un établissement d'enseignement supérieur dans le territoire lui-même."

M. Hope (Royaume-Uni)

On verra donc que je n'ai rien à objecter à l'amendement visant la création d'un établissement d'enseignement supérieur. A mes yeux, cependant, l'idée apparaît déjà dans le projet de rapport (T/L.1096), où il est dit entre autres, au paragraphe 21 :

"... réitère sa recommandation antérieure visant à ce que l'on envisage de nouveau la création d'un établissement d'enseignement supérieur en Micronésie."

Mon explication de vote est semblable à celle du représentant de la Nouvelle-Zélande.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas demandé la parole pour expliquer mon vote sur l'amendement soviétique; mais je tiens à dire qu'il y a un besoin immédiat d'établissement d'enseignement plus élevé que l'école secondaire où les adultes qui ne peuvent quitter leur famille et se rendre à Guam pour étudier auraient la possibilité de perfectionner leur formation. Ils désirent le faire. C'est la raison pour laquelle j'avais soumis mon amendement à l'amendement soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A propos du paragraphe 21, la délégation de l'Union soviétique demande un vote séparé sur la première partie de la troisième phrase qui se lit comme suit :

"Le Conseil reconnaît que l'établissement d'enseignement supérieur de Guam et le East-West Centre d'Hawaii constituent des institutions d'enseignement supérieur assez accessibles aux étudiants micronésiens et se rend compte qu'en règle générale il n'est pas nécessaire de créer un établissement d'enseignement supérieur distinct pour une population de 88 000 habitants,".

Le PRESIDENT : Conformément à la demande du représentant de l'Union soviétique, le Conseil va maintenant voter sur la première partie de la troisième phrase du paragraphe 21 dont lecture vient d'être donnée.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, la première partie de la troisième phrase du paragraphe 21 est adoptée.

Par 5 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 21 est adopté dans son ensemble.

Le PRESIDENT : Avant d'arriver au paragraphe 22, je rappelle au Conseil que nous sommes saisis d'un amendement soviétique dont l'objet est d'insérer un nouveau paragraphe avant le paragraphe 22 actuel. Cet amendement figure au paragraphe 9 du document T/L.1097/Rev.1. Je rappelle aussi que le représentant de la Nouvelle-Zélande a soumis, à l'une de nos dernières séances, un amendement oral dont l'objet était de remplacer les mots "à l'autodétermination et à l'indépendance" par les mots "à l'autodétermination, ce qui comprend l'indépendance".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais demander au représentant de la Nouvelle-Zélande, par l'intermédiaire du Président, pourquoi le Conseil n'a pas été saisi de ce sous-amendement par écrit, bien qu'il y ait eu suffisamment de temps pour le faire.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de n'avoir pas présenté ce sous-amendement par écrit. Cependant, ma délégation l'a soumis au Conseil il y a deux jours et on peut le lire dans le compte rendu sténographique. Les membres du Conseil ont donc pu en prendre connaissance dans les délais voulus. Toutefois, je reconnais qu'il n'a pas été présenté dans les formes.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Cet amendement fait allusion à certains principes et documents que je n'entends pas contester, mais je crois que les considérations relatives à l'indépendance et à la libre détermination qui ont été exposées hier ou avant-hier devant ce Conseil, en particulier par le représentant de la Nouvelle-Zélande, étaient fort pertinentes. Tout acte de libre détermination peut fort bien aboutir à l'indépendance. C'est l'une des possibilités qui s'offrent à la population intéressée. Mais un tel acte n'aboutit pas nécessairement à telle ou telle formule politique. C'est à la population qu'il appartient de décider, en exerçant son droit de libre détermination proprement dit.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie cherche une fois de plus à créer l'impression que des tentatives seraient faites ici pour imposer au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique telle ou telle formule de gouvernement, c'est-à-dire pour décider à la place de la population ce qui lui convient le mieux et quel doit être le résultat de son acte de libre détermination. Mais si le représentant de l'Australie voulait bien lire plus attentivement l'amendement soviétique, il constaterait que celui-ci ne représente aucunement une tentative de ce genre et qu'il ne fait en outre que confirmer le droit de libre détermination des habitants du Territoire sous tutelle, habitants qui ont droit à exercer leur libre détermination et à obtenir l'indépendance, conformément à la Charte et à la Déclaration.

Je voudrais aussi rappeler au représentant de l'Australie, qui est membre également du Comité des Vingt-Quatre, que ce sont les termes exacts qu'emploie ce Comité, que c'est exactement la formule qu'il a utilisée dans ses conclusions et recommandations sur les Iles du Pacifique au moment où il a examiné cette question, à la fin de 1964.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Chaque fois que j'exprime une opinion, le représentant de l'Union soviétique persiste à m'attribuer des desseins machiavéliques. Je n'ai nullement tenté de créer l'impression qu'il m'accuse d'avoir cherché à créer et j'exprimais simplement une opinion, ce qui est mon droit. Cette opinion se trouve être conforme avec le point de vue exprimé

M. McCarthy (Australie)

par le représentant de la Nouvelle-Zélande. Je maintiens cette opinion, à savoir que la formule "autodétermination et indépendance, conformément à la Charte et à la Déclaration" ne répond pas à ma façon de concevoir les dispositions de la Charte relatives à l'autodétermination et les termes de la résolution 1514 (XV). En outre, je ne vois dans cet amendement aucune allusion à l'Accord de tutelle. Or ma délégation estime que l'Accord de tutelle est le document pertinent et fondamental pour un Territoire sous tutelle. Je rappelle enfin que cet Accord de tutelle a reçu l'adhésion non seulement des autres Membres des Nations Unies intéressés, mais aussi de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je répondrai au représentant de l'Australie qu'il n'a pas paru très inquiet de constater que les Etats-Unis ignoraient en d'autres occasions certaines dispositions de ce même Accord de tutelle dont il vient de parler avec tant d'insistance et qu'il s'efforce de défendre contre les entreprises de la méchante Union soviétique. Le représentant de l'Australie se souviendra en effet que dans le décret du Ministère de l'intérieur des Etats-Unis qui déterminait les pouvoirs du Congrès micronésien, un mot - un seul - avait été omis, mais un mot combien significatif et qui apparaît dans l'Accord de tutelle : le mot "indépendance". Le représentant de l'Australie, donc, ne s'est guère inquiété de cette absence. Je voudrais même me livrer ici à une conjecture et dire que l'absence de ce mot lui faisait plutôt plaisir qu'il ne lui inspirait d'indignation.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Sur le fond, je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit. Maintenant, pour ce qui est de l'interprétation que donne le représentant de l'Union soviétique de mes sentiments - plaisir ou indignation - je ne vois guère sur quoi il se fonde pour parvenir à cette conclusion. Je n'ai quant à moi exprimé ici ni plaisir ni indignation et, si j'ai bonne mémoire, je n'ai rien dit pendant toute cette partie du débat auquel il se réfère. Rien, dans mon attitude, n'a pu conduire le représentant de l'Union soviétique à conclure à mon plaisir ou à mon indignation. Il a lui-même longuement parlé et je l'ai très attentivement écouté. Mais je voudrais m'élever contre ce travail de psychanalyse auquel il soumet, sans la moindre raison, mes sentiments.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai nullement cherché à psychanalyser les sentiments du représentant de l'Australie, mais je dois dire que si je l'avais fait, le résultat n'aurait que confirmé mon point de vue, à savoir que le représentant de l'Australie s'est montré totalement indifférent dans le cas que j'ai rappelé. Selon toute vraisemblance, la chose ne l'inquiétait nullement et il n'a pas du tout insisté pour que le représentant des Etats-Unis donne une explication tant soit peu raisonnable de l'absence du mot "indépendance", dans le document. Mais pour ce qui concerne le Territoire sous tutelle, je dirai qu'il n'existe pas de mot plus important que celui-là.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce débat ne me semble rien apporter au Territoire sous tutelle ou à son progrès. Je rappellerai au représentant de l'Union soviétique que l'Accord de tutelle constitue un document de base et que le mot dont il a parlé apparaît dans l'Accord de tutelle. Pour ce qui est de la question de savoir si ce mot apparaît aussi dans un document commis par le Ministère de l'intérieur ou par tout autre ministère des Etats-Unis, je répondrai que cela n'a rien à voir avec le sujet car ce fait ne change rien à l'Accord de tutelle. Je maintiens donc mon interprétation : l'Accord de tutelle est le document de base et il contient le mot dont parle le représentant de l'Union soviétique.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire à mes collègues du Conseil qu'il vaudrait mieux limiter les interventions au sujet même, c'est-à-dire à l'amendement et aux recommandations du Comité de rédaction.

Ceci dit, j'ai un bref commentaire à présenter sur cet amendement. Ma délégation serait disposée à voter en faveur de l'amendement, aux conditions suivantes, que j'expliquerai ensuite :

M. Kiang (Chine)

En premier lieu, les mots "et l'indépendance" devraient être supprimés, pour la simple raison que la libre détermination constitue un droit et un processus. L'indépendance est tout autre chose. La libre détermination est proche de l'indépendance et l'autonomie est une autre forme d'indépendance.

Je voudrais attirer l'attention sur la teneur de la résolution 1514 (XV). Le Conseil notera qu'aucun paragraphe de cette résolution ne mentionne les seuls mots "la libre détermination et l'indépendance". La résolution 1514 (XV) parle du droit à la libre détermination. Le mot "indépendance" est mentionné, mais non en relation avec le mot "libre détermination", pour des raisons évidentes que je ne veux pas développer maintenant.

On lit au paragraphe 2 de la résolution 1514 (XV) :

"Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel."

"leur statut politique", cela signifie l'indépendance, l'autonomie ou même la libre association.

Étant donné que l'amendement est fondé sur cette résolution, il importe d'employer la terminologie voulue. C'est la première condition et mon vote en faveur de l'amendement sera subordonné à cette condition.

Voici la seconde condition : je voterai en faveur de l'amendement si les mots "l'Accord de tutelle" y sont ajoutés, de façon à dire : "... conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

Si ces conditions ne sont pas remplies, je ne pourrai appuyer l'amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les débats du Conseil de tutelle, à propos des Iles du Pacifique et des autres territoires sous tutelle, ont d'ores et déjà convaincu la délégation soviétique que le Conseil de tutelle a pris un retard assez considérable par rapport aux autres organes des Nations Unies qui s'occupent de questions similaires, dans sa façon de considérer les idées qui inspirent l'Organisation des Nations Unies pour la solution des problèmes coloniaux. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que d'autres organes des Nations Unies ont déjà pris position sur ces questions. Je rappelle aux membres du Conseil de tutelle que lorsqu'ils adoptent une position déterminée sur l'amendement actuel de la délégation soviétique, ils adoptent ipso facto la même position sur une recommandation très précise du Comité spécial des Vingt-Quatre. En se prononçant en faveur de l'amendement dont le texte reprend la recommandation du Comité des Vingt-Quatre, ces délégations se prononceront ipso facto en faveur de la recommandation du Comité des Vingt-Quatre et marqueront leur désir d'apporter à ce Comité une coopération réelle et non de pure forme. Mais si elles votaient contre l'amendement, elles prendraient ipso facto position contre les recommandations du Comité des Vingt-Quatre qui a été habilité par l'Assemblée générale à suivre la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Le PRESIDENT : Nous allons passer au vote. Je donne la parole au représentant des Etats-Unis.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je regrette infiniment de retarder le Conseil, mais le représentant de l'Union soviétique est revenu sur une question à laquelle nous avons consacré peut-être 4,5 ou 10 heures, au cours de la présente session. Le représentant soviétique dit que les Etats-Unis veulent ignorer le mot "indépendance" dans la charte du Congrès de la Micronésie. Il est exact que le mot ne figure pas dans cette charte. Mais comme tous les membres du Conseil le savent et comme je dois le répéter, mon gouvernement fonde son attitude et ses actes, dans le Territoire sous tutelle, sur la Charte des Nations Unies et sur l'Accord de tutelle. L'un et l'autre

instruments stipulent que l'Autorité administrante doit assurer le progrès de la population vers l'autonomie ou l'indépendance. J'ai répété ces mots. J'ai répété que c'est à quoi notre action tendait. Je réitère une fois de plus que telle est la base de notre attitude et de notre administration du Territoire : faire progresser la population vers l'autonomie ou l'indépendance.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne voudrais pas moi non plus retarder le Conseil pour revenir sur une question dont nous avons si longuement parlé et à propos de laquelle nous avons reçu, de la part de la délégation des Etats-Unis, des réponses aussi peu satisfaisantes. Cependant, à ce stade de nos travaux, je dois faire remarquer que ce que nous dit le représentant des Etats-Unis est en quelque sorte destiné à notre usage personnel, tandis que le document qui détermine les pouvoirs du Congrès de la Micronésie est destiné à l'usage de la Micronésie elle-même. Nous savons que les Etats-Unis ont intérêt à passer sous silence les décisions les plus importantes des Nations Unies et même à déformer les dispositions de l'Accord de tutelle, qui stipule nettement que les Etats-Unis ont la responsabilité de "favoriser l'évolution des habitants du Territoire vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance". Dans le document le plus important relatif au Territoire, comme dans d'autres documents, notamment ceux relatifs à la création de l'Assemblée législative des îles Marianne, on cherche en vain le mot "indépendance". Lorsque nous demandons au représentant des Etats-Unis d'expliquer cette absence, il est dans l'impossibilité de fournir une réponse tangible.

Ma délégation regrette encore une fois d'avoir dû redemander la parole sur ce point, à ce stade de nos travaux.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais indiquer très brièvement le point de vue de ma délégation sur l'amendement. L'attitude de mon gouvernement, sur la question de la libre détermination, est d'autant plus connue que le Royaume-Uni, contrairement à certains Etats, a mis en pratique, dans les territoires qu'il administrait, le principe de la libre détermination. Notre opinion générale correspond donc au principe général visé dans l'amendement. Cependant, je ne vois ni dans la résolution 1514 (XV) ni dans la Charte de correspondance avec le libellé qu'on nous propose. L'autonomie ou

l'indépendance ne sont pas mentionnées de cette façon dans les deux instruments. Voilà pourquoi ma délégation éprouverait quelque difficulté à appuyer l'amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au sein des divers organes des Nations Unies, les représentants des Autorités administrantes, notamment du Royaume-Uni, aiment à répandre l'idée que le Royaume-Uni aurait amené, dans la dignité et l'honneur, de nombreux peuples et territoires à une existence d'Etats indépendants. Lorsque nous entendons de telles déclarations, nous ne pouvons nous empêcher de songer aux dizaines de guerres coloniales menées par le Royaume-Uni pour dominer des territoires, aux souffrances de millions d'êtres humains, durant de longues années de domination coloniale britannique, au pillage des colonies dans l'intérêt d'une poignée d'hommes de la métropole, au retard économique, politique et social des peuples colonisés, aux peines d'emprisonnement réservées aux combattants de la libération nationale et aux chefs de ces pays...

Le PRESIDENT : Je donne la parole, pour une notion d'ordre, au représentant de l'Australie.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous examinons en ce moment la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Les tirades actuelles du représentant de l'Union soviétique ne paraissent dépourvues de pertinence.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation de l'anglais) : La délégation soviétique ne s'attend pas à ce que le représentant de l'Australie comprenne ce qu'il appelle "les tirades" de la délégation soviétique. Cependant, j'estime que sa déclaration faite à titre de motion d'ordre n'est pas recevable. Le représentant du Royaume-Uni a fait une déclaration générale à laquelle le représentant soviétique a cru nécessaire de répondre.

En conclusion, la délégation soviétique veut dire seulement ceci : les bonnes intentions de nos collègues britanniques aujourd'hui - non pas dans le passé mais aujourd'hui - sont confirmées par les actes de répression contre la population d'Aden et les actes de répression contre la population de Rhodésie du Sud et d'autres territoires.

Le PRESIDENT : Je crois que nous nous égarons. Revenons à notre sujet. Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni pour une motion d'ordre.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le représentant de l'Union soviétique a maintenant cessé de discuter d'Aden. J'espère donc n'avoir pas à parler sur une motion d'ordre.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur le sous-amendement de la délégation de la Nouvelle-Zélande.

Par quatre voix contre deux, avec une abstention, le sous-amendement de la Nouvelle-Zélande est approuvé.

Le PRESIDENT : Nous allons donc voter maintenant sur l'amendement soviétique tel que modifié par le sous-amendement de la Nouvelle-Zélande qui vient d'être approuvé.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avant le vote, pourrait-il être donné lecture de l'amendement sur lequel nous allons voter?

Le PRESIDENT : Je donne la parole au secrétaire du Conseil pour qu'il donne lecture de l'amendement soviétique tel qu'il vient d'être modifié.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Voici le texte :

"Le Conseil réaffirme le droit inaliénable de la population du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique à l'autodétermination, ce qui comprend l'indépendance, conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]."

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais si ma mémoire me trompe, mais je croyais avoir entendu le représentant de la Nouvelle-Zélande utiliser les mots : "covering independence".

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je pourrais peut-être dissiper tout malentendu en ce qui concerne le texte de notre sous-amendement. Il me suffira de citer le compte rendu sténographique de la 1261ème séance, du 22 juin, où le chef de ma délégation a présenté le sous-amendement dans les termes suivants :

"Le Conseil réaffirme le droit inaliénable de la population du Territoire des Iles du Pacifique à l'autodétermination ..." - puis, entre parenthèses viennent les mots - "... (ce qui comprend le droit à l'indépendance) conformément à la Charte ... etc."

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Est-ce que nous allons inclure ces parenthèses?

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je n'insiste pas sur le maintien des parenthèses. Je crois que le Secrétaire n'a pas lu les mots : "ce qui comprend le droit à l'indépendance". Le mot "droit" ne figurait pas dans la version qu'il nous a lue.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Le Secrétariat a reçu hier la rédaction exacte du représentant de la Nouvelle-Zélande, l'ambassadeur Corner, et le texte se lisait ainsi : "ce qui comprend l'indépendance", sans les mots "le droit à". Ce texte a été remis au Secrétariat hier après la fin de la séance du Conseil. C'est aux membres du Conseil qu'il appartient de décider s'ils veulent que le mot "droit" soit inclus ou non.

Le PRESIDENT : En réalité, le Conseil a voté sur la rédaction qui avait été soumise au secrétaire du Conseil par le chef de la délégation de la Nouvelle-Zélande. C'est le texte que nous avons lu tout à l'heure et c'est celui sur lequel le Conseil a voté.

Nous allons maintenant passer au vote sur l'amendement soviétique tel qu'il a été modifié.

Il est procédé au vote par appel nominal.

Le vote commence par la Chine dont le nom a été tiré au sort par le Président.

Votent pour : Chine, Libéria, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis d'Amérique, Australie.

S'abstiennent : France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par cinq voix contre zéro, avec deux abstentions, l'amendement ainsi sous-amendé est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique, pour que, par la suite, on ne présente pas de variantes et d'interprétations de sa position, tient à déclarer que cette position sur la question a été exposée au cours de précédentes interventions qu'elle a faites et qui apparaissent dans les comptes rendus sténographiques du Conseil de tutelle. Elle ressort également du texte de l'amendement déposé par la délégation soviétique et présenté au Conseil, texte qui a été modifié par l'amendement de la Nouvelle-Zélande.

Le PRESIDENT : Nous allons passer maintenant aux paragraphes 22 et 23.

Comme le Conseil s'en souvient, la délégation soviétique a présenté des amendements à ces deux paragraphes qui sont les derniers du rapport. L'un de ces amendements, qui figure au paragraphe 9 du document T/L.1097/Rev.1 tend à l'insertion d'un nouveau paragraphe avant le paragraphe 22, l'autre, qui figure au paragraphe 10 de ce même document, a pour objet de donner une nouvelle rédaction au paragraphe 23.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je veux préciser, en ce qui concerne ces amendements, que ma délégation estime qu'en fait l'Autorité administrante met en oeuvre, immédiatement et sans réserve, des mesures tendant à l'application des dispositions et allant vers les buts dont il est question. Toute insinuation directe tendant à faire supposer le contraire ne saurait être acceptée dans cet amendement.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur ces deux amendements (paragraphes 9 et 10 du document T/L.1097/Rev.1).

Par 5 voix contre une, avec une abstention, ces amendements sont rejetés.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au vote sur le paragraphe 22 du rapport.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 22 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons passer au vote sur le paragraphe 23 du rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande de bien vouloir mettre aux voix, par division, la partie suivante du paragraphe 23.

(L'orateur lit en anglais)

"... et 1541 (XV)".

Le PRESIDENT : Conformément à la demande du représentant de l'Union soviétique, nous allons d'abord voter sur les mots : "... et 1541 (XV)" qui figure au paragraphe 23.

Par 6 voix contre une, les mots "... et 1541 (XV)" sont retenus.

Le PRESIDENT : Nous allons voter maintenant sur le paragraphe 23 dans son ensemble.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, le paragraphe 23 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour expliquer son vote sur le paragraphe 23, la délégation soviétique veut préciser que son vote négatif équivaut à une réfutation de la possibilité d'annexion du territoire par l'Autorité administrante, possibilité qui existe du fait de l'allusion à la résolution 1541 (XV).

Le PRESIDENT : Nous allons passer maintenant au vote sur le paragraphe 4 du rapport du Comité de rédaction, qui se lit ainsi :

"Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter dans sa version révisée le document de travail relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (T/L.1089 et T/L.1089/Add.1) comme base du chapitre qu'il consacrera à la situation dans ce territoire dans son prochain rapport au Conseil de sécurité."

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous en avons donc terminé avec l'examen de la situation dans le territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne voudrais pas retarder les travaux du Conseil. Mais je crois me rappeler qu'il est de tradition de voter sur le paragraphe 5 du rapport du Comité de rédaction, dans lequel le Comité recommande au Conseil d'adopter les conclusions et recommandations énoncées dans ce rapport. En tous cas, la délégation soviétique vous prie de bien vouloir mettre aux voix ce paragraphe 5 du rapport.

Le PRESIDENT : Conformément à la demande du représentant de l'Union soviétique, je vais mettre aux voix le paragraphe 5 du rapport du Comité de rédaction.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, le paragraphe 5 est adopté.

M. DICKINSON (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer brièvement le vote de la délégation des Etats-Unis sur les conclusions et recommandations ainsi que sur le rapport dans son ensemble.

Comme je l'ai dit, je crois, au cours de notre séance d'hier lorsque nous avons commencé à discuter du rapport et des divers amendements y afférents, en dépit du fait que mon gouvernement de toute évidence a certaines réserves à faire sur quelques-unes des conclusions et recommandations du projet de rapport, nous estimons que ce rapport, dans son ensemble, est assez équilibré et qu'il reflète fidèlement les points de vue exprimés par la grande majorité des membres de ce Conseil au cours de nos délibérations.

Vous aurez constaté que nous nous sommes abstenus lors du vote sur un grand nombre de dispositions du rapport et sur tous ses paragraphes dans leur ensemble; et je tiens à faire savoir aux membres du Comité de rédaction et à ceux du Conseil qu'un grand nombre des passages sur lesquels nous nous sommes abstenus lors du vote étaient considérés par nous comme d'importance vitale pour le Territoire. Nous appuyons ces recommandations; nous estimons qu'elles sont bonnes et nous sommes heureux du fait qu'après tant de travail, elles aient été rédigées. Notre abstention ne signifie nullement que notre gouvernement n'approuve pas nombre de points sur lesquels nous nous sommes abstenus lors du vote. Nous nous sommes abstenus, cependant, lors du vote sur le rapport lui-même et sur les paragraphes individuels parce que, c'est pour nous une question de principe, nous croyons qu'en notre qualité d'Autorité administrante, nous devons procéder de cette manière lorsque le Conseil examine la façon dont nous administrons le Territoire.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis a tout à fait raison quand il dit que le Conseil semble avoir noté que la délégation des Etats-Unis s'est abstenue lors du vote tant sur certains paragraphes du rapport du Comité de rédaction que sur le rapport dans son ensemble. Je voudrais déclarer, cependant, qu'à aucune session du Conseil - au moins depuis la vingt-septième session - la délégation des Etats-Unis n'a donné d'explication de fond pour exposer les raisons de ses abstentions lors des votes sur les rapports des comités de rédaction.

M. Fotine (URSS)

Apparemment, les membres du Conseil de tutelle ont également remarqué que la délégation des Etats-Unis a voté contre tous les amendements soviétiques, mais que, d'un autre côté, elle a adopté une attitude affirmative dans les cas notamment où des éloges étaient adressés en ce qui concerne la situation dans le Territoire sous tutelle ou quand le Conseil a exprimé sa satisfaction ou son admiration à l'égard de tel ou tel aspect de la situation là-bas.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne pensait pas que le Conseil aimerait avoir le bénéfice de deux ou trois heures de résumé de ses opinions sur chacun des paragraphes du projet de rapport. Mais je voudrais demander au représentant de l'Union soviétique de se référer au travail qui a été fait au cours du mois dernier. Ma délégation s'est prononcée sur tous les points contenus dans ce rapport. Nous avons exprimé clairement notre point de vue sur chaque sujet. Nous avons fait de longues déclarations; nous avons répondu aux questions. Nous avons inlassablement fourni des réponses aux déclarations de la délégation soviétique à maintes reprises, même lorsque nous ne discutons pas du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Je suis persuadé que les comptes rendus, depuis le 29 mai dernier, font apparaître en détail la position de mon gouvernement sur tous les points traités dans ce rapport.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT : Je crois qu'il nous faudra tenir demain deux réunions du Conseil si nous voulons terminer l'examen du rapport du Comité de rédaction sur le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, ou tout au moins avancer le plus possible en la matière. Je demande donc aux délégations - qui sans aucun doute ont commencé à lire le rapport du Comité de rédaction - de bien vouloir se tenir prêtes à déposer des amendements, si elles le désirent, à ce rapport pour que nous puissions l'examiner rapidement. Nous examinerons également le projet de résolution soumis par la délégation de l'Union soviétique (T/L.1095).

Le Président

Je crois que le rapport du Comité de rédaction contient certaines erreurs, notamment dans la numérotation des paragraphes. Je pense particulièrement au paragraphe 6 de l'annexe qui devrait être numéroté paragraphe 1. Je fais cette remarque parce que certaines délégations voudraient peut-être présenter des amendements, et cela nous épargnerait du temps si ces dernières se référaient aux paragraphes pertinents.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais que vous m'expliquiez un certain point, Monsieur le Président : est-ce que les délégations qui ont l'intention de présenter des amendements au rapport doivent respecter la numérotation actuelle du document, ou bien devront-elles suivre la numérotation traditionnelle, c'est-à-dire adopter une numérotation séparée pour l'annexe au rapport.

Le PRÉSIDENT : Je crois qu'il serait préférable de suivre la numérotation traditionnelle et commencer la numérotation de l'annexe par le paragraphe 1, tandis que dans le document que j'ai sous les yeux (T/L.1099), on a numéroté les paragraphes de l'annexe en continuant la numérotation de ceux du rapport, si bien que le premier paragraphe de l'annexe porte le numéro 6, ce qui est une erreur.

Nous tiendrons donc deux séances demain, car il faut absolument que nous terminions nos travaux lundi au plus tard.

La séance est levée à 17 h 50.